

Laos 1959-1961 - correspondence, official documents, press clippings, chrono...

HS L 179:88



Dag Hammarskjöld's sent.

Laos - 1960

9 Sept.

Zellweger, Edouard (Special Consultant
to the Sec-Gen., Laos)

- 1 letter to D.H.
- 1 encl. (Souvannaphouma's speech)



VIENTIANE, LAOS

9 septembre 1960

12-IX-60
Cher Monsieur Hammarskjöld,

1. Le 2 septembre, les ministres du nouveau gouvernement conduits par Souvanna Phouma ont prêté serment, comme le veut la Constitution, à la pagode principale de Vientiane. Ne participaient pas à la cérémonie le général Phoumi Nosavan et Leuam Insisienmay. Les deux n'étaient pas revenus avec les autres ministres de Luang-Prabang à Vientiane, mais s'étaient rendus à Savannakhet. Contrairement au désir exprimé par le chef du gouvernement, Phoumi ne voulait pas accompagner les autres ministres à Vientiane parceque, selon lui, la situation y était toujours anormale. D'ailleurs, Phoumi avait été mis en garde par une personnalité importante à Vientiane contre un attentat qu'on tenterait d'exécuter contre lui.

Après son arrivée à Savannakhet, le 2 septembre, Phoumi a réuni autour de lui la majorité des membres de son Comité contre le coup d'état et les a informés de la manière dont la crise avait été dénouée à Luang-Prabang. Il a toutefois ajouté que les problèmes militaires n'étaient pas encore résolus et que cette tâche incombait au ministre de la défense nationale (Souvanna Phouma). Par problèmes militaires il entendait notamment la position de KongLe et de ses parachutistes à Vientiane.

Entre le 3 et le 5 septembre certains membres du Comité contre le coup d'état - théoriquement dissous - se sont réunis à nouveau. Selon un communiqué diffusé par la Radio Savannakhet (qui continue à fonctionner sous la raison sociale "Section Radio des Forces Armées Nationales") les membres présents ont demandé à Phoumi

- 1) de révoquer sa déclaration faite devant l'Assemblée Nationale à Luang Prabang et relative à l'amnistie à accorder aux auteurs et exécutants du coup de force militaire;
- 2) de rétablir le Comité contre le coup d'état au cas, où la situation à Vientiane ne se normaliserait pas.

Le 7 septembre, un des membres du Comité contre le coup d'état - le colonel Boun Pone, commandant de la 3ème région militaire - parlant à la Radio Savannakhet, a défini la situation

prévalant à Vientiane dans les termes suivants (traduction USIS):

"We are sorry about the unusual situation in Vientiane. Kong Le and his companions continue to hold all powers and intend to continue to do so in the name of the so-called "People's Government", which has replaced the government of Prince Souvanna Phouma".

Le 7 septembre également, l'attitude de Phoumi a été examinée par le conseil des ministres. Celui-ci est arrivé à la conclusion que Phoumi devait ou bien rejoindre son poste à Vientiane ou démissionner. Le ministre des PTT, Ou Voravong, affilié au parti de Phoumi, a été envoyé à Savannakhet pour donner connaissance à Phoumi des délibérations du conseil des ministres et lui demander de prendre une décision. Suivant ce que Souvanna Phouma a dit à l'ambassadeur américain, ce n'était pas encore un ultimatum. Donc, les pourparlers avec Phoumi pourront continuer pour quelque temps.

Les difficultés, que Phoumi crée à Souvanna Phouma, s'expliquent partiellement par le fait que les USA n'ont pas cessé de soutenir Phoumi. L'ambassadeur Brown agit comme une sorte de médiateur entre Phoumi et son premier ministre. Il est possible, que le gouvernement soit finalement contraint de considérer Phoumi comme démissionnaire ce qui, selon toute vraisemblance, amènerait Phoumi à entrer en rébellion ouverte. Que feraient les USA dans une hypothèse pareille? Causant avec l'ambassadeur américain, l'ambassadeur britannique a exprimé l'espoir que dans une telle situation les Etats Unis renonceraient à aider Phoumi. L'ambassadeur américain n'a pas répondu, ce qui a inspiré une vive inquiétude à l'ambassadeur britannique. Plusieurs indices indiquent, que le State Department est d'avis que la politique de neutralité définie par Souvanna Phouma menera le pays au communisme, dont il ne pourrait être préservé que par la continuation de la politique antérieure de pacification par l'action militaire. Or, l'échec de cette politique est aujourd'hui patent et reconnu même par certains membres éminents du CDIN tels que Kéo Viphakone. Celui-ci, redevenu Commissaire aux affaires rurales - après avoir été Ministre des affaires économiques et rurales dans le gouvernement Somsanith - a dit hier à notre expert Van der Plas que notre programme de développement rural au moyen d'équipes mobiles ne pouvait être mis en oeuvre que si l'on arrivait à pacifier le pays selon les méthodes préconisées par Souvanna Phouma.

2. Le 2 septembre, jour de l'assermentation du gouvernement, le Président de la Cour Criminelle Spéciale a ordonné le classement du dossier de l'affaire Prince Souphanouvong et Consorts accusés d'atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat. Selon un communiqué de la Présidence du Conseil, la décision de classement a été prise par suite du manque de preuves à l'appui de l'accusation. Malgré cette décision, mettant les chefs NLHX évadés de prison à l'abri de toute poursuite judiciaire, et malgré les appels réitérés du chef du gouvernement, ni le prince Souphanouvong ni d'autres membres du Comité Central NLHX ne sont entrés, à ce jour, en contact avec le gouvernement. Le Comité Central pose des conditions préalables et demande notamment que Phoumi soit éliminé du gouvernement avant l'ouverture des pourparlers. L'attitude hésitante et ambiguë de Phoumi n'est pas faite pour décourager les chefs NLHX quant à leurs exigences. D'autre part, les voisins communistes du Laos ont salué le retour de Souvanna Phouma au pouvoir avec un tel empressement qu'il semble improbable que les chefs NLHX puissent à la longue retarder la prise de contact avec le premier ministre en maintenant des conditions, qui s'avéreraient inacceptables pour lui. Le 6 septembre Souvanna Phouma a reçu un télégramme de félicitations de Chou En Lai, qui exprimait aussi l'espoir "qu'avec les efforts communs de leurs deux gouvernements, la Chine et le Laos établiront et développeront des relations amicales sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique et de l'esprit de Bandoung."
3. Je joins à la présente la traduction d'un discours radiodiffusé de Souvanna Phouma, dans lequel il a fait la critique de la politique des gouvernements précédents et retracé les pourparlers, qu'il a eus en août 1956 à Pékin et à Hanoi.

Croyez-moi, cher Monsieur Hammarskjöld, votre respectueusement dévoué

L. Thuwag

M. D. Hammarskjöld
Secrétaire général des Nations Unies
New York

Souvannaphouma's speech addressed to all members
of the FAL, officers and enlisted men
over Radio-Vientiane on 3 September 1960

The Coup d'Etat was caused by the mistakes of the former government.

After the Geneva Agreements of 1954 were signed, I carefully studied the situation here in Laos and (from that study) developed a policy designed to make Laos economically independent. During the period 1954 to 1958, I succeeded in bringing peace and unity to Laos. I visited China and North Vietnam to explain our policies to those people. In China the Leader told me that he would be satisfied if Laos would remain neutral and not permit itself to become an American military base. (The Chinese Leader) said the French troops should remain exactly as provided in the Geneva Agreements.

At that time Laos did not recognize China but the Leader was still satisfied because Laos did not recognize Taiwan either.

In North Vietnam I was asked to permit North Vietnam to place a representative in Laos. I asked (The North Vietnamese) to wait for a period. When the North Vietnamese asked me why Laos had a representative in South Vietnam I explained that Laos has had a representative in South Vietnam since the days when the French were in control of our country. I further explained that Laos had a representative in Hanoi during the French occupation I would have permitted this representative to remain in Hanoi.

After visiting North Vietnam and China, I visited several countries of the Free World. To the Free World countries such as Thailand, Burma, Canada, Japan, South Vietnam and many others, I explained that Laos is a country with a large area but a small and uneducated population. It will be necessary for Laos to spend all its energies in its own development and to avoid fighting.

The government which succeeded mine made the mistake of raising the Legation in South Vietnam to the status of an Embassy, and to permit a Taiwanese representative in Laos, and to bring in over 100 American military instructors. These acts have made North Vietnam and China distrust Laos.

I used to tell the Leader of China that the Lao respect the Red (Communist) Chinese in China but the Lao people do not respect the Red (Communist) doctrine.

I explained that the Lao people prefer their own doctrine, their monarchy and its own constitution.

Tiao Souvannaphouma added to the (Red) China leader, that the Free World does not want to see a Communist Flag on the Mekong any more than China and North Vietnam want to see a SEATO Flag on their borders.

The government which followed mine also made a mistake and caused a conflict within Laos when it arrested the leaders of the Neolao Hakxat. This caused fear among the members of the Neolao Hakxat who then ran away to hide in the jungles. Since the military and civil population have expressed a popular demand for unification of the country we have decided to ask the leader of the Neolao Hakxat to come in for discussions concerning the best means of bringing the NLHX members in from the jungle and back into the Lao family. (To accomplish this) we must find a means to protect these people from being arrested again.

I appeal to the military to be faithful to the entire Laos nation and not to permit yourselves to be divided into groups or cliques. In the future the military must not interfere in politics. Otherwise there will be one revolution or uprising after another."